



Paris, le 31 mai 2009

A l'attention de :

**Madame Yveline Nicolas**  
**Responsable de l'Association Adéquations**  
**Réseau ETAL**

Madame,

Nous vous remercions de votre interpellation à propos de l'encadrement et de la transparence des activités de lobbying.

Cette question est importante et nous souscrivons à votre approche, mais nous considérons qu'elle doit s'inscrire dans le contexte du fonctionnement de l'Union Européenne et de la définition de ses politiques

Notre objectif est de changer d'Europe, car les politiques actuelles, outre qu'elles tournent le dos aux réelles préoccupations de nos concitoyens, elles ne répondent pas aux préoccupations, aux besoins et aux défis démocratiques, sociaux, écologiques et économiques du moment.

Vous trouverez ci après un résumé très sommaire de nos propositions qui vous témoignera de nos orientations politiques générales

**C'est pourquoi afin de répondre concrètement à votre interpellation sur le lobbying nous répondons avant tout par une exigence démocratique.**

La démocratie c'est le pouvoir du peuple. Or les institutions européennes actuelles organisent le contournement des citoyennes et des citoyens en confiant des pouvoirs essentiels à des instances non élues. Cette construction politique est à rebours de tout fondement républicain.

A l'inverse, nous estimons que la démocratie repose sur la citoyenneté, avec la parité comme moyen pour les femmes de participer à égalité à l'exercice des responsabilités politiques dans l'Union européenne, aussi bien les politiques de coopération entre les Etats que les politiques intégrées doivent être contrôlées par les citoyens et soumises à la souveraineté populaire.

Nous ne considérons donc pas que le cadre institutionnel actuel permette de répondre à cette exigence démocratique. Nous plaçons pour un processus constituant associant largement les citoyens et permettant de rebâtir le mode de fonctionnement de l'Union Européenne.

Dans l'immédiat, l'Union européenne devrait prendre des dispositions pour favoriser la transparence et l'éthique dans l'élaboration et dans la mise en œuvre des directives et

règlements. Le Parlement européen – c'est-à-dire les députés dont l'éthique et l'action doivent être guidées par l'intérêt général - devrait voir ses pouvoirs accrus sous contrôle des citoyens des Etats membres, sans qu'aucune domination et influence comme c'est actuellement le cas, par des pratiques élitistes et partisans de la part de la finance internationale et des intérêts particuliers.

En résumé, nous voulons contribuer à changer la donne en Europe et en France, nous mettre en situation d'agir en faveur des transformations profondes que la situation de crise requiert, nous voulons agir pour une Union européenne aussi utile à notre peuple qu'aux citoyennes et aux citoyens de l'ensemble de l'Europe, utile au monde.

Même si nous avons quelque peu élargi notre propos, nous espérons néanmoins avoir répondu à votre interpellation et nous vous prions d'agréer nos sincères salutations.

Pour les candidates et les candidats du Front de Gauche pour Changer d'Europe

<b>Marie-France Beaufiglioli</b>	<b>Tête de liste Centre</b>
<b>Hélène Franco</b>	<b>Tête de liste Est</b>
<b>Jacques Généreux</b>	<b>Tête de liste Ouest</b>
<b>Jacky Hénin</b>	<b>Tête de liste Nord-Ouest</b>
<b>Patrick Le Hyaric</b>	<b>Tête de liste Ile de France</b>
<b>Jean-Luc Mélenchon</b>	<b>Tête de liste Sud-Ouest</b>
<b>Marie-Christine Vergiat</b>	<b>Tête de liste Sud-Est</b>

## LES QUATRE IMPÉRATIFS DU FRONT DE GAUCHE POUR L'EUROPE

*Le Front de Gauche met l'accent sur 4 « impératifs » auxquels la prochaine mandature du Parlement Européen devra répondre*

- **L'impératif social** : Au niveau de chaque nation comme sur le plan européen, tous les instruments disponibles doivent être mis prioritairement au service de l'emploi, de sa qualité et de sa sécurisation, de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de l'éradication de la précarité ; au service de la promotion des capacités humaines : formation, éducation, santé, culture, recherche, logement, salaire décent, conditions de travail humaines, retraites dignes. Cela vaut tout particulièrement pour les moyens financiers et les pouvoirs d'intervention dont doivent disposer les citoyennes et les citoyens, les salariées et les salariés dans l'entreprise, sans lesquels ces priorités resteraient des vœux pieux.

Nos propositions visent à impulser une politique de développement humain, social et écologique qui implique une mise en œuvre des fonctions d'anticipation, de prévision et de programmation de la puissance publique indissociables de pratiques démocratiques, citoyennes et populaires. Cela implique, surtout dans la phase actuelle, la maîtrise du crédit pour orienter la gestion des entreprises dans le sens de ces nouvelles priorités, et ce depuis les régions jusqu'à la BCE. Elle doit également tendre vers une maîtrise publique du système bancaire.

- **L'impératif écologique** : les engagements réclamés par la communauté scientifique mondiale pour lutter contre le réchauffement climatique doivent être tenus. L'appel aux mécanismes de marché, privilégié par l'union européenne, montre ses effets pervers. La crise ne doit pas servir de prétexte pour retarder les transformations nécessaires. Un nouveau type de développement doit promouvoir les investissements dans les énergies renouvelables et propres ; les économies d'énergie ; le développement du transfert ferroviaire et de la voie d'eau ; la protection des milieux naturels. L'Europe doit promouvoir une agriculture paysanne non soumise à la logique productiviste qui garantisse aux agriculteurs des prix rémunérateurs. Il faut tarir les subventions à « l'agrobusiness »,

maintenir un moratoire sur les cultures OGM et inscrire la politique agricole dans une logique de souveraineté alimentaire.

- **L'impératif démocratique** : la démocratie c'est le pouvoir du peuple. Or les institutions européennes actuelles organisent le contournement des citoyennes et des citoyens en confiant des pouvoirs essentiels à des instances non élues. Cette construction politique est à rebours de tout fondement républicain. A l'inverse, nous estimons que la démocratie repose sur la citoyenneté, avec la parité comme moyen pour les femmes de participer à égalité à l'exercice des responsabilités politiques. Dans l'Union européenne, aussi bien les politiques de coopération entre les Etats que les politiques intégrées doivent être contrôlées par les citoyens et soumises à la souveraineté populaire. **Nous nous battons pour une Europe laïque.** C'est une des conditions indispensables pour construire un espace démocratique européen qui garantisse la liberté de conscience et l'égalité des citoyennes et des citoyens quelques soient leurs convictions philosophiques et religieuses. C'est aussi le fondement d'une vision solidaire et pacifique des relations internationales à l'opposé du prétendu « choc des civilisations ».
- **L'impératif solidaire.** Il vaut à l'intérieur de chaque société : lutte contre l'exclusion sociale et la précarité, contre les discriminations et la xénophobie, et pour l'égalité effective des droits ; respect des droits fondamentaux des personnes issues de l'immigration, à commencer par le droit d'asile, le droit à la scolarisation des enfants et le droit du travail ; citoyenneté pour tous les résidents avec droit de vote et d'éligibilité aux élections locales et européennes au même titre que les ressortissants de l'Union Européenne ; régularisation des « sans papiers » avec la mise en place d'une stratégie de Co-développement. Il vaut naturellement au sein de l'union européenne : à la fois entre les nations qui la composent et vis à vis des autres peuples du monde. A cet égard, la « directive retour » mérite bien le nom, qui désormais l'affublera jusqu'à sa nécessaire abrogation, de « directive de la honte ».
- **L'impératif de la paix.** L'Union européenne doit refuser de se laisser embrigader dans la politique militariste des Etats-Unis. Elle ne doit pas tolérer l'installation d'un « bouclier antimissile » sur son territoire, mais doit, au contraire, s'engager fermement en faveur de la relance du désarmement. Les troupes européennes doivent être retirées

d'Afghanistan et l'aide au développement doit être renforcée. L'Europe doit rompre avec l'atlantisme et l'alignement sur les Etats-Unis notamment dans le cadre de l'OTAN. Une politique extérieure européenne indépendante doit se fonder sur le droit international, en particulier au Proche Orient : elle doit s'engager de façon résolue - en usant de tous les instruments politiques et économiques à sa disposition y compris le traité d'association Union Européenne / Israël et le statut d'Israël dans le cadre de « la politique de voisinage » - en faveur du respect du droit imprescriptible du peuple palestinien à un Etat viable, souverain et démocratique, sur les frontières d'avant juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, à côté de l'Etat d'Israël dans une reconnaissance mutuelle de ces deux Etats et par tous les Etats de la région.